



**MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS**

ENFiP REVISITÉE

NON MERCI !

Formation raccourcie, dématérialisation des cours et dogme du zéro papier qui confine à l'amateurisme pédagogique, affectation à l'aveugle sans découverte des services ni considération pour leurs conditions matérielles d'installation, stage probatoire qui ressemble de plus en plus à une prise de fonction, difficulté à trouver leur place dans un réseau déstabilisé par les effets de la géographie revisitée, affectation sur des postes refusés aux internes, abandon progressif et en catimini de prestations extra-scolaires à Clermont-Ferrand (cafétéria, stade, terrain de sport...)...
Voilà ce qui attend les stagiaires de la nouvelle promotion d'inspecteurs faute d'un véritable bilan d'une réforme de la formation initiale conduite à marche forcée faisant peu de cas de l'avis des stagiaires, des formateurs et des organisations syndicales et qui mise tout sur une supposée employabilité immédiate.

Et **les contrôleurs stagiaires ne sont pas épargnés** dès 2019 en matière d'affectation et en 2020, pour leur scolarité, qui sera calquée sur celle des inspecteurs, à savoir une formation initiale **axée essentiellement sur le premier métier** avec à la clef la **suppression du stage de découverte** et un **stage pratique** qui deviendra **probatoire**.

Les **formateurs et administratifs**, après les **difficultés de mise en place de la réforme** de la scolarité des A qu'il faut sans cesse réajuster après l'investissement initial déjà considérable, vont devoir réécrire les **modules des futures scolarités B et C dans la précipitation**. Viennent s'ajouter les inquiétudes sur les effets éventuels de la **géographie revisitée**. Et les rumeurs vont bon train, ne laissant subsister au final que **deux établissements provinciaux et une direction de l'ENFiP délocalisée** pour cause de **démétropolisation**.

Cette **remise en cause de l'appareil de formation** de la DGFiP dans son ensemble est à mettre en lien avec la **loi relative à la transformation de la fonction publique**, qui propose

aussi de réformer les modalités de **recrutement** et d'harmoniser la **formation initiale** des agents publics de catégorie A. Les **conditions restrictives d'autorisation à concourir et la disparition d'un plan de qualification digne de ce nom** limitent les possibilités d'évolution de tous les agents de la DGFiP et impactent particulièrement des **chargés de famille**. Dans le contexte du gel perpétuel du point d'indice, l'ascenseur social de la DGFiP est en panne !

Tout cela explique sans doute en partie pourquoi on ne se précipite pas pour nommer un **nouveau directeur à l'ENFiP**. Ce qui ne fait en retour qu'alimenter interrogations et inquiétudes. **L'ENFiP mérite mieux qu'un directeur malgré lui !**

Nous sommes très loin d'une **formation considérée comme un investissement** dans un environnement en perpétuelle évolution.

Nous sommes très loin d'une formation qui **accompagne des déroulements de carrière** permettant des évolutions personnelles et des améliorations de rémunération.

Nous sommes très loin de **l'ambition** qui devrait être celle d'une **administration comme la DGFiP**.

C'est aussi cela qu'il faudra dire à partir du 16 septembre.

- ✓ **Pour un plan de qualification ambitieux**
- ✓ **Pour le retour à une formation initiale au service du déroulement de carrière**
- ✓ **Pour l'abandon de toutes limitations en matière de concours**
- ✓ **Pour la préservation du réseau des établissements de l'ENFiP**
- ✓ **Pour l'augmentation des moyens humains et budgétaires consacrés à la formation**

pour défendre l'avenir de toute la dgfip et de ses agents, gagnons le retrait de la « géographie revisitée » et défendons l'ensemble de nos missions

TOUS ENSEMBLE AU MÊME MOMENT

AGENTS, STAGIAIRES, FORMATEURS ET ADMINISTRATIFS

TOUS ET TOUTES EN GRÈVE À PARTIR DU 16 SEPTEMBRE

